PARLEMENT ITALIEN

MOTION D'ENQUÊTE

DE

M. LE DUC DE MADDALONI

DÉPUTÉ NAPOLITAIN

PARIS

IMPRIMERIE DE L. TINTERLIN ET Cᵉ

Rue Neuve-des-Bons-Enfants, 3



PARLEMENT ITALIEN

MOTION D'ENQUÊTE

DE

M. LE DUC DE MADDALONI

DÉPUTÉ NAPOLITAIN



PARIS
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, 13 ET 17, GALERIE D'ORLÉANS

1862

MOTION D'ENQUÊTE

DE

M. LE DUC DE MADDALONI

Messieurs,

Député de la droite, exempt du reproche ou du soupçon de nourrir des idées contraires à la marche constitutionnelle ou aux formes pacifiques et régulières qui sont la raison suprême et le but définitif et idéal de tout gouvernement : élu par le même collége qui m'envoya en 1848 au Parlement napolitain : triomphant dans la lutte électorale, quoique combattu par tous les artifices de l'ignoble secte de *piémontiseurs*, qui était alors toute-puissante dans mon malheureux pays : citoyen napolitain, et dès mon premier âge ardent et fidèle partisan du bien-être et de l'honneur de ma patrie, j'avais décidé d'élever la voix contre les énormités du gouvernement piémontais aussitôt que les représentants de la nation se seraient réunis dans le Parlement. Mais les faits dont je dois vous entretenir, Messieurs, sont trop nombreux et trop graves pour en livrer l'exposition à mon inexpérience oratoire ; et Vos Seigneuries ne seraient peut-être pas disposées à m'écouter jusqu'au bout. Cependant le mal

sévit, l'État court à sa perte et l'ignominie déborde sur notre tête. Ma conscience et mon honneur m'imposent donc le devoir de me hâter à vous présenter cette motion d'enquête appuyée des motifs qui m'y déterminent. Vous ne pourrez pas dire ainsi avoir ignoré le véritable état des choses, et moi, je ne serai pas accusé un jour ou l'autre d'avoir gardé le silence ou d'avoir hésité en présence du pouvoir exécutif. Je ne veux pas être de ceux qui seront bientôt désignés comme les assassins et les parricides de leur pays : je ne veux pas que mes enfants aient un jour à rougir d'un nom qui m'a été transmis sans tache.

Le marquis Dragonetti, sénateur du royaume, écrivant naguère sur nos malheurs, appelait le plébiscite de 1860, « l'effet d'un enthousiasme passager, et au fond plutôt un vote d'assujettissement au roi Victor-Emmanuel, que l'abdication de notre personnalité. » J'ajouterais, si j'osais, aux paroles de cet illustre homme d'État, que le plébiscite du 21 octobre a été aussi dicté par la crainte inspirée aux habitants de nos contrées, moins par la présence des armées piémontaises, que par l'anarchie où nous étions sur le point de tomber, et dont nous espérions être préservés par le gouvernement piémontais. Tout peuple a besoin d'un gouvernement quelconque, l'absence de gouvernement étant la plus mauvaise de toutes les tyrannies. Les populations napolitaines (ne nous y trompons pas, Messieurs, ne raisonnons pas sur de fausses données), les populations napolitaines surprises, fascinées par une merveilleuse audace, fatiguées d'une domination qui combattait leurs plus justes aspirations à la liberté et à l'indépendance italienne accueillirent Garibaldi en ami ; mais bientôt vint le dégoût, je ne dirai pas de lui, mais des hommes qui gouvernaient, ou plutôt qui ne gouvernaient pas, et redoutant l'anarchie, je le répète, elles prirent le parti de se donner à la maison de Savoie. Aujourd'hui, ces mêmes populations, exécrant la tyrannie et la rapacité piémontaises, effrayées de l'anarchie qui, sous Garibaldi, était aux portes du royaume et qui en ce moment y est entrée pour y dominer sans pitié, se donneraient au premier venu, homme ou démon, qui voulût bien promettre non pas d'assurer leur bien-être, mais

au moins de diminuer leurs souffrances. Les populations napolitaines ne voulaient pas les Piémontais; celui qui le nie ne mérite pas de réponse, parce qu'il est fou ou vendu; elles n'en voulaient pas, je le répète; mais le gouvernement subalpin, saisissant la fortune aux cheveux, aurait dû faire en sorte qu'on en voulût, en les rendant nécessaires. Il ne pouvait parvenir à cela que par les bienfaits d'une bonne administration. Il fallait donc que le gouvernement subalpin tînt parole et qu'il devînt réellement ce qu'il avait promis d'être, *un gouvernement réparateur.*

Au lieu de cela, qu'ont fait les hommes d'État du Piémont et les partisans qu'ils se sont formés au milieu de nous? Ils ont corrompu tout ce qui restait de morale ; ils ont brisé et dissipé les forces et les richesses amassées depuis des siècles ; ils ont ravi à ce peuple ses lois, son pain, son honneur; ils lui auraient même ravi son Dieu, s'il était donné à une puissance humaine de lutter contre Dieu. Ils ont ensanglanté tous les coins du royaume, luttant contre une insurrection qu'ils ont rendue très-cruelle, et qu'un gouvernement, issu du suffrage populaire, devrait regarder avec moins d'horreur. Le gouvernement piémontais enlève de la banque l'argent des particuliers et prodigue le denier public à l'avidité de ses sycophantes ; il dissout les académies, il détruit l'instruction publique, il jette le discrédit sur la justice au moyen de ses tribunaux corrompus; il laisse gouverner les provinces par des hommes de parti, souvent par de sanguinaires voleurs, il emprisonne, il exile, il jette dans la misère la plus affreuse, non-seulement les amis et les serviteurs du gouvernement passé (honnêtes ou non, et plus facilement s'ils sont honnêtes), mais aussi leurs parents les plus éloignés, ceux-là mêmes qui n'en portent que le nom.

Chaque jour, il fait une nouvelle injure au nom napolitain, cherchant à humilier une si noble partie de l'Italie ; il substitue partout le mensonge à la vérité ; il fausse la conscience publique et les vraies idées de vertu et d'honneur ; il arme les citoyens contre les citoyens, et il accable de la même honte ses partisans, ses serviteurs et ses adversaires.

Le gouvernement piémontais veut tuer cette métropole qui est la troisième en Europe par sa population, la première en Italie par la beauté de la nature, et, après Rome, la plus glorieuse ; cette métropole dont la liberté fut honorée et respectée même par les dominateurs du monde ; qui fut la résidence de tant de rois puissants, dont la domination ou la protection s'étendait sur presque tous les autres États d'Italie, et qui fut un jour capitale de l'empire sous les princes de Souabe ; cette métropole, dis-je, après avoir été outrageusement soumise à Turin, à la plus pauvre et à la moins noble des villes d'Italie, à Turin, dont l'histoire, dans les fastes de la Péninsule, occupe moins de place que celle des fiefs d'Andria, de Catanzaro, d'Atri ou de Cotrone, se voit enlever maintenant même le misérable honneur d'une lieutenance, elle se voit arracher jusqu'aux miettes de pain qu'un pauvre comte ou un petit général du Piémont pourrait lui jeter du haut des somptueux palais de ses rois.

En me rendant à Turin, pour vaquer aux travaux parlementaires, pour essayer avec mes faibles moyens de faire quelque bien à mon malheureux pays, et pour apporter, moi aussi, une pierre au soutien de ma patrie tombant en ruines, j'allai faire une visite à M. le comte de Cavour. Je lui dis alors qu'il fallait songer sans délai à Naples ; que si l'Italie voulait, ou pouvait réellement s'unifier, cela ne se ferait qu'avec Naples, par Naples et à Naples ; qu'il fallait par conséquent transporter sur la plage des Sirènes le siége du nouveau royaume.

— Mais ne faut-il pas aller à Rome? me demanda en souriant l'illustre homme d'État, qui, certes, était l'esprit le plus aimable que j'aie jamais connu. Je lui répondis qu'en vérité je ne croyais pas qu'on irait jamais à Rome ; que mes opinions religieuses et conservatrices ne me permettraient pas de le souhaiter ; que je n'aurais jamais voulu voir perdre à l'Italie sa plus grande gloire et à la société civile sa pierre angulaire, c'est-à-dire la Papauté. J'ajoutai aussi que le Pontife romain ne pourrait jamais devenir l'aumônier du roi d'Italie ; que le roi d'Italie pourrait bien prendre à Rome la couronne, mais qu'il ne pourrait jamais s'y asseoir à côté de cette grandeur

surhumaine. Après une longue conversation dans laquelle le noble comte déploya toutes les ressources de son esprit, il conclut en disant qu'en définitive il comprenait très-bien que l'Italie ne pourrait jamais être gouvernée de Turin, et que si on ne pouvait pas avoir Rome, la capitale serait sans doute Naples, où gravite tout le poids de la Péninsule.

Il n'est pas nécessaire de vous avouer, Messieurs, que moi, Turinois de Naples, je m'accommodais facilement de ces paroles, et qu'à ces conditions l'unité de l'Italie ne me déplaisait pas trop. Je voyais déjà Rome, siége auguste et inviolable de la sainte majesté des pontifes; je voyais l'Église libre dans l'État libre, et Naples capitale d'un royaume de vingt-quatre millions d'hommes et siége des rois d'Italie, comme elle l'avait été autrefois des empereurs romains. A ce prix, je sentais se refroidir un peu mon amour pour la confédération italienne et pour le progrès particulier et la gloire des différentes parties de l'Italie. Mais en rentrant dans ma patrie, je m'aperçus bientôt que le gouvernement piémontais, au lieu de tout réunir, détachait ou plutôt arrachait et déchirait tout follement; et que fait-il à présent qu'il ne peut plus nous abuser avec le nom de Rome, à présent que tous les cabinets de l'Europe ont décidé que nous n'irons à Rome ni aujourd'hui ni jamais? Portera-t-il à Naples le siége du gouvernement? Rendra-t-il à Naples ce qu'il lui a ravi? Cessera-t-il de détourner ses richesses, de la dépouiller de ses institutions, de ses lois et de ses hommes, d'en ensanglanter le sol, d'en incendier les provinces? Non! le gouvernement piémontais lui enlève aujourd'hui l'ombre même de son autonomie, la prive de tout vestige de gouvernement, lui ravit les ministères, les archives, la banque, les écoles militaires : il cherche à éveiller le municipalisme des autres provinces, sans s'apercevoir que par là il ne parviendra jamais à soulever contre Naples les autres villes de ce royaume qui sont reliées à cette métropole par des intérêts communs et par une ancienne gloire, mais qu'il nourrira plutôt l'anarchie provinciale, si toutefois la domination piémontaise ne suffisait pas à elle seule à entretenir l'anarchie. Mais Vos Seigneuries me diront : — Nous

avons l'unité! Soit. — Mais rappelez-vous, Messieurs, que l'Italie était unie sous Tibère et ses imitateurs. Elle avait alors des formes libérales, un Sénat, des tribuns, deux consuls, de grandes libertés municipales; et cependant elle était esclave, misérable, courtisane, avilie. Certes, vous ne voudriez pas la voir ainsi; vous ne voudriez pas non plus voir se renouveler le temps d'Odoacre où, sous le joug de ses hordes barbares, l'Italie était aussi réunie. La trouvez-vous donc belle, cette unification d'un pays crucifié sur un lit de douleur, étouffé dans une mer de sang? Et voilà pourtant le crime qu'ont consommé les hommes qui nous gouvernent; ces hommes enlèvent à nos populations jusqu'aux douces illusions de la liberté, et font voir comment un régime constitutionnel peut devenir synonyme de despotisme; comment, à l'ombre d'un drapeau tricolore, on peut violer impunément le domicile, le secret des lettres, la liberté personnelle et jusqu'aux formes de la justice; comment on peut retenir en prison, longtemps et sans jugement, les adversaires politiques, ou les faire exécuter sans procédure par la simple volonté d'un caporal, sur un soupçon, ou par la délation d'un scélérat.

Ces hommes nous montrent que la liberté de la presse peut devenir illusoire; qu'elle n'est libre, à Naples, que pour la secte et non pour ceux qui aiment le bien public; que l'on peut violer impunément le statut fondamental sans qu'il y ait un seul homme ou un seul pouvoir qui s'y oppose ou qui en porte plainte. Plus d'une fois ils ont porté atteinte à la Constitution du 4 mars 1848. Elle a été violée par l'institution des lieutenances, et par leur abolition décrétée sans le consentement des mêmes chambres qui les avaient autorisées. Elle a été violée par la concession de pouvoirs exceptionnels à leurs créatures; par les institutions des préfectures et par la décentralisation de plusieurs attributions du ministère, ce qui fera tomber le gouvernement dans l'inertie, si le préfet est timide, et s'il est osé, fera gémir la province sous le despotisme préfectoral. Elle a été violée enfin, lorsque le nom du ministre des affaires ecclésiastiques se changeait naguère en celui de ministre des cultes, comme si,

par le statut de 1848, la monarchie de Savoie eût acquis plusieurs cultes au lieu de n'en avoir qu'un seul.

La manie de ces hommes d'implanter immédiatement dans les provinces napolitaines le plus qu'ils pouvaient d'institutions du Piémont, sans seulement examiner leur opportunité, fit naître, dès le commencement de leur domination, l'idée et le mot *piémontiser*. L'attitude des émigrés, de ceux surtout qui avaient vécu à Turin, ne justifia que trop à leur retour l'épithète de *funestes à la chose publique* qui a été donnée par Machiavel aux émigrés de tous les temps ; ils ont clairement prouvé qu'ils n'apportaient au gouvernement de ces provinces méridionales ni unité de système, ni moyens sûrs, ni but déterminé, ni justice distributive, mais plutôt des expédients adoptés ou abandonnés selon les exigences individuelles, des faveurs et des rancunes personnelles, et surtout la haine de leurs concitoyens. Ils n'avaient pas l'amour de la patrie, ils n'étaient pas le pays, mais une secte. Ce n'est pas en vain que nos provinces furent unies pendant neuf siècles. Vous n'effacerez pas d'un trait de plume sorti d'un ministère de Turin, ni par la complaisante reconnaissance d'un exilé, le sentiment d'une autonomie entré depuis neuf siècles dans la conscience de neuf millions d'hommes.

Les lois sont l'expression de l'état social de la nation et des besoins des peuples ; ces besoins, vrais ou de convention, naissent du climat, du caractère des habitants, de leur civilisation, de leurs conditions politiques, religieuses et économiques, et même de leurs erreurs ou des préjugés populaires, lesquels, quoique préjugés ou erreurs, n'en méritent pas moins d'être respectés.

Tout ce qui appartient à un peuple est sacré : celui qui gouverne au nom du suffrage populaire oserait-il méconnaître cette vérité ?

Si par l'effet de la nature des choses et par le cours des événements humains, deux peuples ne se trouvent pas dans les mêmes conditions civiles ou matérielles, c'est une tyrannie que de prétendre soumettre l'un aux lois de l'autre, car les lois ne sont rien sans les mœurs.

Quid leges sine moribus ?

disait le chantre de Venose. Et, en effet, l'impuissance des lois doit nécessairement produire la révolte et l'anarchie. Rome domina le monde, mais ses lois si sages et si avancées ne furent acceptées par les provinces d'Italie et par les autres peuples que fort tard, et seulement alors comme une législation déjà adoptée par les mœurs. *Jus moribus receptum.*

L'avocat Mancini se hâta de quitter Turin pour venir proclamer chez nous les lois piémontaises, et, sans attendre le consentement du Parlement italien, il en publia une grande partie, le 17 février, par décret de la lieutenance, à la veille même de l'ouverture des Chambres. Le journal officiel du même jour publiait un sommaire de beaucoup de lois que le conseil de lieutenance n'avait eu le temps ni d'examiner ni de lire. Les jours suivants, on en fit imprimer le texte, ce qui fit croire avec raison qu'on publiait des lois avec une fausse date.

L'avocat Scialoja venait alors de publier les désastreuses lois financières qui ont renversé tout le système des recettes napolitaines, sans que ni lui ni ses chefs y fussent légalement autorisés. Ces mesures si aventurées ne se faisaient même pas au nom de l'*unification*, mais au nom encore plus détesté de l'*annexion*. Leur publication n'était pas même universelle dans ce nouveau royaume boiteux et acéphale, puisqu'en Lombardie on ne mettait en vigueur que le Code pénal de Sardaigne, et que la Toscane, sauf l'introduction du jury, continuait à être régie par les anciennes lois.

Le *Corpus juris* napolitain, surtout dans les lois pénales et dans celles de procédure pénale, est, d'après l'avis de tous les jurisconsultes de l'Europe, bien supérieur à celui des États sardes. Changer ce qui est bon pour ce qui est médiocre peut paraître une belle chose aux yeux des ministres piémontais, mais ce ne sera jamais regardé comme une mesure prudente et opportune par ces hommes d'État qui veulent examiner d'une

manière réfléchie les maux et les nécessités de l'unification d'une province.

Les lois contre les institutions catholiques dans nos pays excessivement catholiques, contribuèrent puissamment à confirmer l'épithète de mécréant et d'ennemi du Saint-Siége, que l'on donnait déjà dans ces provinces ainsi que dans le reste de l'Europe au gouvernement de Savoie. L'abolition des concordats et de l'ancienne police ecclésiastique mirent le comble à la confusion introduite dans l'Église napolitaine.

Que l'on ajoute à cela l'impudente et folle persécution des plus dignes pasteurs ; la violence faite à leur ministère et l'exil sans forme de procès des plus vénérables ministres du sanctuaire, et même d'un prince de l'Église cher aux Napolitains par sa vertu et par ses bienfaits ; que l'on y ajoute encore le massacre de plusieurs prêtres dans les insurrections provinciales, les outrages et la dérision que les sycophantes de la révolution piémontaise ont prodigués au sacerdoce, à l'Église catholique et à son Chef visible ; les théâtres devenus une école d'immoralité et d'athéisme, la propagande protestante, nonseulement tolérée par le gouvernement, je le dirai sans crainte, mais protégée, insinuée perfidement ; et, de l'ensemble de ces faits, on sera convaincu qu'il s'est formé tant de haines et qu'il s'est élevé une telle barrière entre deux parties de la nation, que, si nous vivions encore aux temps des guerres religieuses, et si une réforme ou un schisme était possible, les citoyens cherchant à défendre la foi de leurs pères et à briser les trames des novateurs auraient depuis longtemps rougi de leur sang les rues et les temples. Mais ce n'est plus le temps des réformes religieuses : Rome est sur le point d'étendre plutôt que d'amoindrir sa domination sur les peuples du monde, et je ne crois pas que l'on puisse détruire en Italie la seule unité réelle de la Péninsule, c'est-à-dire l'unité de sa foi, qui fut le berceau et l'arène de la grandeur italienne. Non, nous ne sommes pas capables de fonder une Église nouvelle, nous qui n'avons pas encore su faire une loi communale !

L'illustre Vico, dont on honore aujourd'hui la mémoire avec

tant d'hypocrisie, regardait l'unité de religion comme le plus grand bonheur dans un pays. Tibère faisait des lois pour punir la licence et l'irréligion au théâtre; le gouvernement piémontais sera-t-il moins scrupuleux que Tibère ?

Ce fut un ministre piémontais qui, adressant naguère aux évêques d'Italie un conseil sacrilége, osait les menacer d'un schisme s'ils ne favorisaient pas la Révolution, et s'ils ne voulaient pas se séparer du successeur de saint Pierre.

Ce furent les *piémontiseurs* qui désorganisèrent l'Université napolitaine, car les Universités se composent de professeurs, et ceux-ci ont été tous destitués pour faire place à des hommes qui sont tous (excepté l'illustre Savarese et je ne sais plus quel autre), des hommes de parti et nullement des hommes de science.

Ce furent les *piémontiseurs* qui affranchirent l'enseignement public de la surveillance si nécessaire de l'épiscopat ; ils chassèrent de l'Université napolitaine la Faculté de Théologie, sans laquelle il n'y a point d'Université, et qui est adoptée par toutes les écoles protestantes ou schismatiques de toutes les religions et de toutes les sectes.

Hélas! c'était l'Université de Naples, l'école de saint Thomas-d'Aquin et de Vico, qui la première devait se faire athée en Europe, et c'étaient des hommes de notre pays qui étaient destinés à donner ce grand scandale au monde civilisé !

Sans doute l'enseignement supérieur n'était pas florissant sous les Bourbons, et cependant on ne donnait les chaires qu'aux hommes d'un mérite incontesté. On y comptait un Galluppi, un Lanza, un Flauti, un Bernard Quaranta, un Macedonio Melloni. Ce dernier surtout, quoiqu'exilé de Parme et ayant la réputation de libéral avancé, fut appelé ici et chargé de plusieurs affaires politiques, et pourtant il était recommandé au gouvernement bourbonnien par François Arago, très-ardent républicain. L'enseignement secondaire ne va pas mieux. Sept lycées de la capitale sont en pleine dissolution, parce qu'on en a confié la direction à des hommes incapables, souvent même corrompus. Quant à l'instruction élémentaire, elle n'a pas fait

un seul pas. Presque toutes les communes manquent d'écoles malgré le grand nombre d'inspecteurs, de sous-inspecteurs, d'organisateurs et de bedeaux, tous choisis parmi les piémontiseurs, et dont plusieurs sont même venus du Piémont. Ce furent des hommes du gouvernement piémontais qui donnèrent le scandale nouveau de dissoudre la célèbre Académie napolitaine des Sciences et d'Archéologie, et qui laissèrent abolir l'Institut des Beaux-Arts par un décret de la lieutenance. La passion politique les a inspirés, et ils peuvent se vanter d'avoir dépassé en cela la gloire des Delcarretto, des Peccheneda, des Mazza et des Ajossa, lesquels ne conseillèrent jamais d'expulser de la réunion des savants les hommes d'opinion opposée au régime absolu, tels que Borelli, Capocci, Bozelli, etc.

Il est même à remarquer que ce dernier fut nommé membre de l'Académie au moment où il revenait de l'exil, et quand il était encore surveillé par la police. On s'indigna de voir enlever à Capocci la direction de l'Observatoire astronomique après la révolution de 1848. On disait à Naples et ailleurs : « Qu'est-ce que la politique a à faire avec l'astronomie ? » Et cependant cet effroyable gouvernement de la réaction permettait à Capocci de liquider sa pension de justice, et lui substituait de Gasparis, qui n'était certes pas inférieur à Capocci. Mais je ne veux pas établir ici de comparaison entre les hommes et les actes du gouvernement bourbonnien et ceux d'un autre gouvernement; je le ferai ailleurs s'il le faut. Je vous prie seulement de remarquer que le budget du ministère de l'instruction publique montait à Naples, sous les Bourbons, à 378,442,92 ducats; que depuis la révolution il monte à 543,499,61 ducats, et que, malgré l'augmentation de 165,056,69 ducats, l'instruction publique non-seulement y dépérit, mais s'y meurt.

C'est un système de tout détruire chez nous : on abolit à Naples l'hôtel de la Monnaie, qui est le premier établissement de ce genre après ceux de Londres et de Vienne, qui est même supérieur à celui de Paris, et l'on soumet à un procès honteux l'ancien directeur, le président de la Cour des comptes et plusieurs autres honnêtes employés, pour les forcer à rendre

compte du titre de la monnaie napolitaine, de cette monnaie dont la valeur est tellement reconnue, qu'elle est refondue aussitôt qu'elle sort du royaume.

Ignorait-on en Piémont que de Londres on envoyait à Naples des monnaies pour les essayer? Peut-être dira-t-on que tout cela n'est que provisoire, et c'est ainsi que passant du provisoire à un autre provisoire qui n'est pas toujours meilleur, on nous a envoyé dernièrement de Turin le *règlement et édit pour les bagnes*, publié sous le règne de Charles-Félix, et contre-signé par le premier secrétaire de la guerre et de la marine, Des Geneys. Ce règlement rappelle encore l'époque où les forçats étaient condamnés à la rame, et, par conséquent, il est bien plus arriéré que l'ancien système pénitentiaire napolitain. Oh! le beau supplément que pourrait faire M. Gladstone, à ses lettres, s'il lisait le *Règlement et édit des bagnes*, de Des Geneys!

Que vous dirai-je quant aux finances? En 1860, le royaume de Naples payait une armée de cent mille hommes, une marine qui était comptée parmi les meilleures de second ordre, une liste civile et une représentation à l'étranger; et ces quatre branches constituaient une dépense annuelle de ducats 16,203,625,02. Aujourd'hui que ces provinces n'ont plus à payer ni armée, ni flotte, ni diplomatie, leurs revenus ne suffisent pas aux dépenses des autres branches du service public! Les revenus du royaume étaient comptés dans le budget de 1860 pour la somme de ducats 30,135,442,00. Ce chiffre, je le sais bien, ne pouvait pas rester le même pour 1861 : la Sicile étant séparée de Naples, il devait nécessairement se trouver réduit de toute la quote-part que le trésor de l'île payait à celui du continent, de ducats 4,157,525,00; ce qui réduisait le revenu des provinces napolitaines pour l'année 1861 à la somme de ducats 25,977,917,00. Je sais également qu'il faut aussi tenir compte d'autres réductions, telles que la modification du tarif des douanes, la restitution des octrois à la ville de Naples, l'abaissement du prix du sel, etc., qui portent le revenu à ducats 22,408,659,00. Cependant, le surcroît de la dépense en 1861 sur 1860 est de ducats 4,126,798,87, qui se décompose en du-

cats 1,578,804,18 pour augmentation de traitements; ducats 602,079 pour augmentation des pensions de justice et intérêts de la dette publique, et ducats 1,945,915,69 pour surcroît de dépenses de services.

Mais si l'on considère que dans ce surcroît de dépenses de service, les travaux de chemins de fer royaux sont comptés pour ducats 1,302,000, et que ces chemins de fer ayant été vendus, cette somme doit être rayée ; et si, d'un autre côté, nous observons que les pensions de justice des fonctionnaires mis à la retraite étaient augmentées à la fin de mars 1861 de 440,000 ducats, et que la dette publique a été aussi augmentée de ducats 500,000 de rente, il en résulte que presque tout l'excédant provient de l'augmentation des traitements, de la dette publique, et des pensions des fonctionnaires qui ont été mis à la retraite afin de céder leurs places à d'autres et de payer les faiseurs de la révolution actuelle. Ce fait est bien le miroir où se reproduit l'œuvre dévergondée des hommes préposés à la chose publique : et dans cette dilapidation du trésor napolitain, qui ne reconnaîtrait pas la véritable cause de nos malheurs ?

Cette ruine de la fortune publique a-t-elle enrichi le peuple? A-t-il du pain, du travail, nécessité suprême de l'humanité? Des familles entières demandent l'aumône : le commerce est presque anéanti, les ateliers privés se ferment, ne pouvant pas résister à une concurrence subite et inopportune, à l'abolition des tarifs protecteurs et à des réformes imprudentes ; et nous ne voyons en fait de travaux publics que la lente construction de quelques lignes de chemins de fer ou la pose de la première pierre d'ouvrages que l'on ne fait jamais. En attendant, on fait tout venir du Piémont, jusqu'aux boîtes de la poste et au papier pour les administrations publiques. Il n'y a pas une seule affaire où un honnête homme pourrait gagner quelques ducats, que l'on n'appelle un Piémontais pour la lui livrer. C'est aux marchands piémontais que l'on donne les fournitures des troupes et des administrations, ou du moins les plus lucratives. Ce sont des bureaucrates piémontais qui occupent presque tous les emplois publics, et souvent ils sont bien plus corrompus que les

anciens bureaucrates napolitains; ils sont ignorants et stupides à un degré incompréhensible à la race intelligente du midi. On nous envoie des ouvriers piémontais même pour la construction des chemins de fer, et on leur donne insolemment le double de ce que l'on paie aux Napolitains. Les portefaix de la douane et les geôliers nous viennent aussi du Piémont, et l'on envoie des nourrices piémontaises à l'hospice des Enfants-Trouvés, comme si le sang même de notre peuple n'était plus ni beau ni salutaire. C'est là une vraie *invasion;* ce n'est ni une *union* ni une *annexion!* C'est vouloir épuiser notre pays comme un pays conquis.

Le gouvernement du Piémont veut agir dans les provinces méridionales de même que Cortès et Pizarre agissaient dans le Pérou et dans le Mexique, les Florentins dans le territoire de Pise, les Génois en Corse, et les Anglais dans le pays du Bengale. Mais il n'a pas conquis ces provinces, car ce n'est pas une conquête que de se ménager le triomphe à l'aide de conspirations; de saper la fidélité de l'armée, d'acheter les généraux et de corrompre les conseillers du prince. Permettez-moi de le dire, le gouvernement piémontais se conduit à Naples comme ce parasite qui, étant invité à un repas fraternel, en emporte les couverts; et son avidité n'est pas d'un faible appui à l'opinion universelle que la domination subalpine n'est que transitoire, car le bon sens populaire ne peut pas comprendre que l'on détruise la maison où l'on veut s'établir.

La dissolution de l'armée bourbonienne fut en outre le crime le plus grave du gouvernement piémontais; car en détruisant follement un grand corps de force italienne, il affaiblissait davantage le nouveau royaume et il secondait merveilleusement les vues de la politique autrichienne, qui voyait de mauvais œil l'armée méridionale s'en aller grossir l'armée subalpine. La tache de lâcheté que le baron Ricasoli, insultant au vaincu, ou plutôt au trahi, infligeait à cette armée par sa fameuse circulaire du 24 août, était injuste, et je dirai même était mensongère.

Ces soldats étaient bien différemment jugés par Garibaldi et

Cialdini ; et les ministres du Piémont, s'ils pénètrent au fond de leur conscience, doivent avouer que la dissolution de ces troupes fut surtout conseillée par la crainte de les voir un jour, revenues d'un enthousiasme passager, honteuses de leur esclavage, secouer le joug piémontais et, tournant les armes contre l'armée septentrionale, rétablir le trône napolitain.

Le gouvernement du Piémont voulut dissoudre l'armée napolitaine, parce que si elle était encore aujourd'hui sous les armes, il ne pourrait traiter si cruellement nos provinces. Et il ose l'outrager dans ses pièces diplomatiques ! Et il veut unifier l'Italie, tandis qu'il en insulte la plus grande partie, car une accusation de lâcheté lancée contre une armée tout entière est un soufflet donné à la nation dont elle est sortie !

Qu'a fait le Piémont de ces rares officiers qu'il n'a pas laissés croupir dans l'oisiveté, s'avilir dans la misère, ou mettre fin à leur existence par le suicide, pour ne pas voir leurs enfants mourir de faim, ainsi que nous en avons vu des exemples ? A-t-il respecté les grades gagnés par la bravoure militaire et par cette fidélité au roi, dont se glorifie, à si juste titre, l'honorable armée subalpine, et sans laquelle il n'y a pas d'armée ? Non ! le gouvernement du Piémont dut favoriser l'avancement de ses compatriotes. Le roi Ferdinand Ier de Bourbon respecta les grades gagnés par ses sujets dans l'armée de Murat, qui avait combattu contre les droits légitimes de sa couronne. L'Autriche respecta tous les grades gagnés par ses sujets lombards, en combattant contre elle sous les drapeaux de Napoléon le Grand, et le Piémont n'a pas même su imiter la générosité de l'Autriche !

On ne pourra pas dire qu'il traitait ainsi l'armée napolitaine en haine des adversaires de l'unité italienne, ou parce que les officiers napolitains manquaient de bravoure. J'ai entendu dire à un haut Personnage du royaume, qu'il admirait le courage napolitain, et qu'il trouvait l'artillerie napolitaine bien supérieure à la piémontaise. Que le gouvernement ait été inspiré, au contraire, par une honteuse malice, c'est bien prouvé par la manière dont il a traité cette flotte napolitaine qui a empêché François II de repousser les mille compagnons de Garibaldi, et

qui ..... puissent Dieu et l'histoire le lui pardonner! — s'est donnée pieds et poings liés au Piémont...

Elle fut dissoute, puis mal réorganisée, à ce que l'on m'assure, et d'un trait de plume on effaça toutes ses traditions, qui étaient certainement plus anciennes et plus glorieuses que celles de la marine sarde. Dans cette nouvelle organisation, les officiers de la flotte napolitaine, qui auraient dû être les premiers, se sont trouvés les derniers; on les a privés des traitements accordés par des décrets royaux, des grades qu'ils avaient mérités par des examens publics ou par des traits de valeur, et du droit de liquider, eux ou leurs veuves, la pension pour laquelle ils avaient payé pendant de longues années le 2 1/2 0/0 sur leurs appointements.

Je ne veux pas défendre les officiers napolitains qui, cédant aux conseils de la secte unitaire et même des diplomates piémontais, abandonnèrent leur drapeau au jour du combat pour rester neutres à Naples, ou, ce qui est encore pire, pour combattre contre leur roi et leurs frères d'armes; mais ce gouvernement piémontais, qui n'a pas reconnu les grades accordés aux vaillants défenseurs de Gaëte, à ceux qui défendaient ce qui est sacré pour tout homme d'honneur, quels que soient son parti et sa nationalité, c'est-à-dire la religion du drapeau, ce gouvernement, dis-je, aurait dû non-seulement, respecter les grades des déserteurs de l'armée napolitaine, mais aussi exalter leur gloire et faire leur apothéose. Cependant il n'en a pas agi ainsi. Il a donc été injuste à l'égard des uns et des autres; mais les uns et les autres sont Napolitains, et nous savons bien que ce crime suffit pour déplaire aux ministres piémontais.

Est-ce aussi par raison politique que l'on a dissous le collége militaire de la Nunziatella, la meilleure école polytechnique de l'Italie, et notre académie de marine, d'où sont sortis Caracciolo, Bausan et de Cosa? Mais que faut-il dire d'un gouvernement qui arrache à leurs familles tant de vieux généraux, tant d'honorables officiers soupçonnés seulement d'aimer leur roi malheureux, et qui les condamne à vivre dans la forteresse d'Alexandrie ou dans d'autres terres inhospitalières du Piémont!

Que dirai-je des officiers déportés à l'île de Ponza ! Est-ce que c'est un crime pour eux d'avoir combattu pour leur roi lorsque François II défendait encore sa couronne sur les bords du Volturno et du Garigliano, ou dans les murs de Gaëte, et de l'avoir suivi à Rome dans son malheur ?

Licenciés par Sa Majesté, ils voulurent rentrer à Naples, se fiant à la garantie donnée par l'empereur des Français et aux promesses du roi Victor-Emmanuel. La frégate *la Costituzione* fut expédiée à Civita-Vecchia pour les prendre à son bord et les rendre à leurs familles; mais dès qu'elle eut relâché à Naples, ils se virent entourés par un bataillon de bersaglieri et conduits au château del Carmine. On les y garda comme prisonniers pendant dix-sept jours, et ensuite on les transporta à l'île de Ponza. Six mois se sont écoulés, et ces malheureux gémissent encore sur ce rocher sauvage. Les Siciliens eurent seuls la permission de rentrer dans leur patrie; mais tous les Napolitains qui avaient été militaires ou employés aux ministères ne furent pas rendus à la liberté, et, ce qui est encore plus incroyable, ils ne reçoivent que la mesquine subvention d'un *carlino* (quarante centimes et demi) par jour, avec laquelle il est impossible de se nourrir. Ils meurent de faim, ils demandent du travail, et on ne leur en donne pas.

Il y a des gentilshommes qui se sont offerts même à labourer la terre pour gagner du pain, et cependant on les traite moins bien que les galériens, et pourquoi ? Quel est le crime qu'ils ont commis et qui autorise le gouvernement piémontais à déployer ce luxe de cruautés, à torturer par la faim, l'oisiveté et l'emprisonnement, des hommes qui sont nés en Italie comme nous ?

Mais la dissolution de l'armée napolitaine a été fratricide et barbare encore plus que folle et injuste, car c'est elle qui a donné l'occasion aux anciens soldats de se réunir et de fournir une armée à l'indignation d'un peuple opprimé qui s'insurge de tous côtés pour l'indépendance de la nation napolitaine contre la domination subalpine. Les soldats napolitains, trahis par leurs généraux, ont voulu prouver au monde qu'ils n'étaient ni

traîtres ni lâches, et, se groupant dans les montagnes, quoique sans armes, sans munitions, sans chefs, ils ont fondu d'une manière terrible sur une armée qui n'était pas coupable de leur oppression.

Que le sang de cette guerre fratricide retombe sur ceux qui l'ont provoquée et qu'il les étouffe, parce que c'est le sang de plus de vingt mille hommes tombés, soit dans la lutte, soit dans les exécutions qui ont frappé les prisonniers, les suspects ou les accusés injustement; c'est le sang de treize villes innocentes livrées au pillage et à l'incendie. Ces coupables ont fait naître et ont fécondé l'insurrection, sans s'en inquiéter, parce qu'ils croyaient pouvoir la dompter par le *terrorisme*, et c'est sous le *terrorisme* qu'elle a grandi. C'est ainsi que l'on parvient à corrompre le seul bien dont pouvait se vanter le Piémont, c'est-à-dire l'armée piémontaise; car malheur à l'armée que les nécessités de la guerre civile poussent au pillage, à des actes de vengeance et à la cruauté.

Ma raison se perd et ma main tremble, lorsque je pense aux cruautés qui donneront une terrible célébrité à l'histoire de cette révolution et que je me propose de raconter dans un autre ouvrage, en y joignant comme preuve les documents nécessaires, aussitôt que les haines des partis seront calmées. Les gens inoffensifs frappés dans cette guerre sont bien plus nombreux que les hommes tombés les armes à la main, et bien des familles sans pain ni toit errent dans la campagne ou s'abritent comme les bêtes fauves dans les cavernes et les souterrains; bien des orphelins s'en vont chercher les restes de leurs parents, morts au milieu des flammes de leur bourg, fusillés par les Piémontais, ou décédés dans les prisons qui renferment des milliers de suspects entassés, et qui les tuent par la fièvre ou par les autres maladies engendrées par leur atmosphère malsaine et raréfiée.

Les crimes commis pendant cette guerre civile nous font presque rougir de la forme humaine dont nous sommes revêtus. Nos concitoyens sont fusillés sans forme de procès, sur l'accusation d'un ennemi, ou sur le simple soupçon d'avoir donné du

pain ou un abri à des insurgés. Les soldats piémontais mènent les prisonniers au supplice en leur refusant les dernières consolations de la foi, et à plusieurs blessés on a refusé jusqu'à l'aide d'un chirurgien, en les laissant mourir dans les horribles tortures du tétanos. On a pris dernièrement à Caserte deux de ceux que l'on appelle des brigands, et on les a gardés pendant deux jours en prison sans leur donner rien à manger. Ils demandaient à grands cris : « Du pain ! du pain ! » et personne ne leur répondait. A la fin, la porte de l'horrible prison s'ouvre, et lorsque ces malheureux y accourent, dans l'espoir d'avoir du pain, on les saisit, on les mène dans la cour, et on les fusille.

On a proclamé une amnistie, et, sur la foi de cette amnistie, un paysan de Livardi, nommé François Russo, blessé à la hanche, était revenu vivre tranquillement auprès de sa femme et de ses enfants. Ses amis lui dirent de se cacher et de ne pas ajouter foi aux proclamations de Pinelli ; mais il répondit qu'il était impossible qu'un militaire d'honneur manquât à sa parole. Ces mots n'étaient pas achevés que des soldats piémontais avaient déjà forcé l'entrée de sa maison, et, s'étant emparés de lui, ils le conduisirent à Nola, où il fut fusillé. On avait promis la vie sauve à ceux qui se présenteraient ; un paysan de la campagne de Nola, appelé Luigi Settembre et surnommé le Carletto, cédant aux prières de ses vieux parents, dont il était le seul enfant et l'unique soutien, alla se présenter. Il fut cruellement fusillé ni plus ni moins que si on l'avait pris dans la lutte. Ses malheureux parents, auxquels le remords a enlevé la raison, errent aujourd'hui à travers champs en état de folie.

Sur l'invitation d'un assassin de la commune de Somma, le capitaine comte del Bosco s'y rendit subitement et s'empara de six citoyens pacifiques, parmi lesquels il y avait un jeune homme de vingt ans, officier de la garde nationale et marié depuis quelques jours à une jeune et jolie femme ; il les fit tous fusiller sur la place publique sans forme de jugement et sans les secours de la religion.

Le général Manhès, dont le nom fait horreur même aux partisans les plus inflexibles de la révolution française, lorsqu'il

combattait contre les brigands calabrais, n'en faisait exécuter aucun sans le faire juger régulièrement. Hélas! on dira un jour que des soldats italiens ont été plus cruels qu'un Manhès, qui était pourtant étranger! Près de Lecce, on prenait treize soldats bourbonniens débandés, lesquels n'avaient que sept fusils : on espérait que quelqu'un d'entre eux serait épargné; mais non, ils furent fusillés tous les treize. Dernièrement, à Montegiffoni, quatre-vingts insurgés furent faits prisonniers, et on en fusilla quarante-sept.

L'insurrection de Montefalcione une fois domptée, cinquante rebelles espéraient échapper au massacre en se réfugiant dans l'église; mais les soldats piémontais enfoncent les portes, y pénètrent, et les malheureux sont égorgés dans la maison même de Dieu. Sur le Gargano, un grand nombre de charbonniers ont été pris à tort pour des brigands, et on les a fusillés sous les yeux même de leurs femmes et de leurs enfants, et près de leurs fournaises. Plusieurs d'entre eux ont été conduits à Naples en triomphe, et alors on s'aperçut que ce n'étaient que de pauvres pacifiques paysans. On brûle dans les campagnes toutes les chaumières, chaque villa, chaque cabaret que l'on soupçonne pouvoir servir d'abri aux insurgés; on tire sur tous ceux qui ont une veste en velours, que l'on croit être le costume du brigand, et, à une heure indiquée, chaque paysan doit quitter son champ sous peine de mort! Hélas! grâce à ce gouvernement qui nous perd, le soldat que l'on espérait voir servir à l'affranchissement de l'Italie, est regardé dans les provinces napolitaines comme un être maudit, comme l'ennemi de Dieu!

Dans les tourbillons de flammes qui dévoraient l'antique Pontelandolfo, on entendait des voix de femmes qui chantaient des litanies et des *Miserere*. Quelques officiers s'approchèrent de la masure d'où sortaient ces voix, en ouvrirent la porte, et virent cinq femmes échevelées, à genoux, autour d'une table sur laquelle était placée une croix entourée de cierges allumés. Ils voulaient les sauver, mais elles crièrent :

« Arrière, maudits ! Ne nous touchez pas, laissez-nous mourir sans tache ! »

Elles se groupèrent toutes dans un coin, et bientôt le plafond s'écroulant, écrasa ces malheureuses qui furent dévorées par les flammes.

Le lendemain de ce massacre et de l'incendie de deux villes, c'est-à-dire de Pontelandolfo et de Casalduni, l'une de cinq mille, l'autre de sept mille âmes, nous avons lu dans le journal officiel de Naples ce télégramme :

« Hier matin, à l'aube, justice a été faite de Pontelandolfo et de Casalduni (1). »

Non, le *diarium* de Néron n'aurait pas annoncé avec plus de cynisme la nouvelle de pareilles horreurs !

Mais je ne veux pas vous entretenir plus longtemps des mille cruautés de ce genre dont tous les journaux, même les officiels et les officieux, sont pleins, cruautés qui ont rendu et rendent plus terrible tous les jours l'insurrection napolitaine. Il n'entre pas, d'ailleurs, dans les limites restreintes de cette motion, d'énumérer les épisodes cruels d'une guerre civile qui a passé des montagnes de la Calabre dans la Basilicate et dans les Pouilles ; de là dans la Capitanate, dans le comté de Molise, dans le territoire de Bénévent, dans les montagnes d'Avellino, dans la Campanie et dans les Abruzzes. Je ne parlerai pas davantage des actes de pillage, de viol et de sacrilége qui ont précédé les terribles incendies de Auletta de S. Marco in Lamis, de Viesti, de Cotronei, de Spinello, de Montefalcione, de Rignano, de Vico di Palma, de Barile, et enfin des deux villes déjà citées, Pontelandolfo et Casalduni ; car il n'est pas nécessaire de connaître tous ces détails pour se convaincre que la domination piémontaise est plus féroce que toute autre.

(1) Dépêche télégraphique de Fragneto Monforte, 14 août, 7 heures du matin. *Journal officiel de Naples*, id. 194.

Le gouvernement piémontais, par les moyens barbares et désespérés dont il s'est servi, a rendu la guerre civile très-cruelle, et c'est en détruisant l'union des populations qu'il cherche à faire l'unité de l'Italie. En effet, un peuple opprimé de la sorte ne peut jamais oublier les crimes commis, et toute une province italienne portera l'odieux des forfaits d'une secte; ce qui rendra impossible même la confédération des anciens États de la péninsule, si l'on continue à suivre cette pente fatale. Nos provinces seront remplies des monuments de ces jours néfastes; chaque coin de terre sera couvert de croix funéraires; la moindre chaumière rappellera les massacres de cette époque; toutes les églises élèveront un autel expiatoire en souvenir de la guerre civile; chaque province montrera les ruines d'une ou de plusieurs villes incendiées, et là iront en pèlerinage les descendants de nos victimes qui les montreront à leurs enfants comme un exemple terrible des excès que peut commettre une nation lorsqu'elle se propose de réaliser des conceptions qui ne lui sont pas naturelles ou qui n'ont pas été mûries par le temps.

Le gouvernement piémontais, d'après ce que tout le monde dit, a rappelé les généraux Cialdini et Pinelli, parce qu'il a compris que le terrorisme était inutile et même plus dangereux que la bonne guerre. Mais, pour l'amour de l'Italie, qu'il fasse encore autre chose! Qu'il prononce la dissolution de la garde nationale mobile, dont l'institution empoisonnée n'est pas faite pour mettre un terme à la guerre civile, mais plutôt pour l'éterniser. Le jour où le gouvernement piémontais aura déguerpi (*se ne sarà andato con Dio*) il n'y aura pas encore de repos pour ces provinces, car le père sera armé contre son fils, le frère contre le frère, une commune contre l'autre, la haine subsistera, et il faudra une nouvelle force qui étouffe dans le sang des uns et des autres le germe de la guerre fratricide.

Je sais qu'à toutes ces accusations on répondra comme à l'ordinaire : « Que faut-il faire? Des temps exceptionnels exigent « des mesures exceptionnelles. » Mais je ferai observer qu'en

répondant ainsi on écrit la défense de Mazza ou de Campagna, dont les vexations deviennent des niaiseries à côté des cruautés de Pinelli, de Galateri, de Negri, de Della Chiesa, etc. Eux aussi ils disaient : « Que faut-il faire? Le Piémont conspire contre « le royaume, et nous devons en éventer les mines. » Non, Messieurs, il y a des lois, il y a des coutumes que nous ne pouvons violer sans outrager les lois mêmes de la nature, sans déchirer la moralité publique, sans saper les bases de la société, dont le salut est bien plus important au monde que la grandeur du Piémont ou de l'Italie. Non, il ne faut pas croire que l'on puisse fonder un empire sur une base qui glisse dans le sang, sur les fondements de l'injustice, et sans autres lois que celle de l'opportunité du moment, ou d'une raison d'État sanglante et avide. Non, le gouvernement piémontais ne fonde rien, il détruit. L'Autriche nous regarde du haut de ses forteresses de Mantoue et de Vérone, et savez-vous pourquoi elle ne vient pas nous attaquer? Parce que nous nous suicidons, et ce serait un fou d'une nouvelle espèce que celui qui tirerait sur son ennemi au moment où celui-ci va se jeter lui-même dans le précipice.

En effet, c'est dans un précipice que nous sommes sur le point de tomber, puisque nous sommes décriés au dehors, et qu'à l'intérieur nous devenons odieux aux honnêtes gens; et moi j'ai la triste consolation d'avoir prévu le danger et d'en avoir parlé bien haut depuis plus de deux ans. Lorsque, il y a dix-huit mois, un acte d'injustice m'exila pour la seconde fois, je me rendis à Florence, où j'entendis parler des vastes plans d'unification et de la prochaine dissolution du royaume napolitain. J'en fus épouvanté! Je demandai merci, priant que l'on songeât à ce que deviendrait Naples. Quelqu'un me répondit :

Naples y perdra, mais nous y gagnerons.

Je frémis à ces mots, désirant plutôt que mon exil fût éternel que de rentrer chez moi au prix de la ruine de ma patrie. Et

cependant je ne hais pas les Piémontais. A Dieu ne plaise que je haïsse un peuple italien; un peuple brave et honnête, quoiqu'il ne soit pas doué d'un esprit fin et élevé; mais j'exècre ces Napolitains qui, en faisant venir les Piémontais, ont trahi le Piémont et leur patrie; qui, en diffamant continuellement leur pays natal, poussent le gouvernement subalpin à en achever la spoliation et le massacre. Je parle par amour de la vérité, par amour de ma patrie, amour trop vif chez moi, selon quelques unitaires (comme si l'on pouvait jamais trop aimer sa patrie), et quelle que soit la vengeance de la secte des *Piémontiseurs*, qu'elle vienne, je l'attends, car le remords et la malédiction publique sont pires que tout autre malheur.

Mais cette malédiction publique pèse déjà sur la secte. De toutes parts s'élève une voix qui la honnit et la condamne; les villes et le royaume sont divisés en partis, mais tous les partis sont d'accord dans leur haine contre ces hommes. Vous-mêmes, vous devriez vous en apercevoir, sachant qu'il n'y a pas de journal qui puisse exister en soutenant la domination piémontaise sans être salarié ou vendu. Tout imprimé qui cherche le débit doit condamner ce gouvernement, le combler d'injures et de mépris. Toute publication à l'appui des droits du peuple opprimé et des anciennes et inviolables nationalités est bientôt épuisée : tout le monde a hâte de la lire, et si cette métropole qui lance l'anathème contre la domination piémontaise ne se lève pas comme un seul homme, c'est parce qu'elle voit que ce gouvernement se meurt, c'est parce que le généreux et fougueux coursier napolitain (1) sent depuis longtemps l'odeur de son cadavre.

Voilà la vraie vérité, non pas celle qui est proclamée par une presse prostituée, par le mensonge acheté à plus de dix mille francs par mois. A quoi a-t-il servi au gouvernement piémontais d'avoir fermé toutes les portes à la lumière? Que lui sert d'avoir acheté les journaux les plus répandus de l'Europe? Ces feuilles, qui l'accusaient l'année dernière, qui le disaient perdu pendant

(1) Le royaume de Naples porte en ses armes un cheval indompté.

que la fortune lui souriait, elles le proclament fort et vainqueur aujourd'hui qu'il se meurt! Et cependant elles n'ont pu tromper personne. Toute l'Europe sait maintenant ce qu'il en est de nos affaires, et le nom du gouvernement piémontais est honni partout. L'or qu'il a prodigué pour tromper l'opinion publique en Europe n'a trompé que lui seul; car, ne voulant pas faire connaître la vérité, il a fini par l'ignorer lui-même, et, restant dans les ténèbres, semblable aux aveugles de la parabole, il marche en s'appuyant sur des aveugles. C'est par ses fautes que la représentation nationale est méprisée, parce qu'elle est crue sa complice. Un gentilhomme qui fut cher au peuple napolitain, et dont les malheurs politiques affligèrent non-seulement nos provinces et l'Italie, mais l'Europe tout entière, est tombé aujourd'hui dans l'abomination universelle parce qu'il est partisan du gouvernement piémontais, et les amis qui veulent le défendre doivent dire qu'il a été hébété par l'emprisonnement.

C'est sur ces faits que doit se former l'opinion publique et non pas sur les acclamations criardes d'une engeance achetée ou avide, toujours obséquieuse au pouvoir, de ces hommes qui n'ont d'autre patrie que la caisse du trésor, de ces *sanfédistes* de Savoie, pour qui toute cruauté est un acte de courage, toute malhonnêteté un acte de vertu, et qui louent toute injustice comme un acte de probité; de ces damoiseaux trop vite échappés des bancs de l'école, et qui enjôlés par des fourbes, faisant de la politique pour suivre la mode, trouvent que tout va bien, parce que l'uniforme de la cavalerie piémontaise est joli, et que les chevaux en sont *in good condition.*

Ce sont ces considérations qui m'engagent à prier Vos Seigneuries de vouloir bien voter une enquête parlementaire dans les provinces méridionales afin d'aviser à ce qu'il faut faire pour pacifier ce pays ou pour le maintenir en sujétion.

Le gouvernement piémontais a essayé de tous les moyens. Je ne parlerai pas de la lieutenance du prince de Carignan, parce qu'elle n'a servi qu'à gaspiller follement notre argent et n'a été qu'une dérision pour le pays. Dans ce pays, le plus sérieux de

l'Italie (car, sous son apparente gaieté, le peuple napolitain est, en réalité, le plus sérieux et le plus fier de l'Italie), dans cette Galilée de la philosophie, on a envoyé comme ministres des gens qui étaient mieux faits pour amuser que pour administrer. Ce fut sous cette lieutenance que naquit et grandit la guerre civile, et le comte de Cavour nous envoya le comte de San-Martino pour essayer de pacifier le pays en établissant la légalité et la moralité là où le ministère Nigra et ses prédécesseurs avaient intronisé l'arbitraire et la corruption. Mais la révolution était déjà trop avancée ; elle avait déjà gagné les esprits et les choses, et l'honnêteté et l'expérience du sage administrateur ne servirent à rien. Il resta seul, parce que les honnêtes gens ne voulaient pas voir le représentant du Piémont, et qu'il ne pouvait ni ne voulait se servir des fripons.

Le baron Ricasoli envoya Cialdini afin de dompter par le terrorisme ce pays qui était prêt à lui échapper, et celui-ci, quoi qu'il ait répandu par torrents le sang humain, et qu'il ait accordé à la révolution tout ce qu'elle demandait, n'a pas même atteint son but, et il laisse la réaction plus forte qu'elle n'était sous Carignano et sous San Martino.

A présent, on nous envoie le général La Marmora afin qu'il rétablisse la légalité. Je sais que le nom de La Marmora veut dire justice et fermeté (1) ; mais peut-il faire mieux ou davantage que n'ont fait ses prédécesseurs? Un homme du gouvernement piémontais, qui s'est rendu, il y a quelques mois, dans ces provinces, pour y étudier ce qu'il fallait faire, a dit qu'il comprenait bien que le royaume de Naples fût indomptable, mais que l'Italie devait se faire *quand même*, et qu'en conséquence ces provinces seraient maintenues comme une autre Turquie.

Si c'est là la pensée des ministres piémontais, qu'ils prennent garde que le gant ne soit fièrement relevé par mon pays et par l'Europe : par l'un, au nom de l'honneur foulé aux pieds et de

(1) Cette motion a été présentée au moment où la nomination du général de La Marmora venait d'être signée. Le doute exprimé par l'auteur, relativement au succès que l'on prédisait d'avance à l'administration du Général, nous paraît pleinement justifié par le peu de résultats qu'elle a produits.

son indépendance; par l'autre, en défense de l'humanité opprimée. Qu'ils prennent bien garde, parce que le jour de la vengeance divine ne peut pas tarder, et il ne tardera pas. La destinée des nations n'est pas dans les mains des ministres, elle est dans les mains de Dieu ! Le gouvernement du Piémont est orgueilleux, mais il n'y a jamais eu un orgueilleux qui ne finit par tomber dans l'avilissement et la misère. Il a répandu le sang fraternel, et la malédiction tombée sur Caïn pèse sur lui. Trop de sang innocent crie vengeance contre lui, trop de malheureux, du fond des prisons, de l'exil, ou de la misère où ils pleurent, le maudissent, et quand le souvenir de la liberté s'éveille en eux, et quand ils désirent l'air pur de leur ciel, quand ils voyent les enfants, la femme, les vieux parents mourir d'épuisement et de douleur, ils se mordent les mains de rage et de faim.

Songeons donc à ce qu'il faut faire. Redevenons sages, sauvons notre patrie de plus grands malheurs. Évitons une invasion étrangère aujourd'hui que la France nous abandonne à nous-mêmes, que vous ne pouvez plus espérer d'avoir Rome, que le fantôme de l'Autriche et de la coalition du Nord se lève contre nous, la menace au front, qu'il ne me paraît guère possible de faire l'Italie de la manière dont on a prétendu la faire, que beaucoup de monde considère le plébiscite comme nul, et que ceux-là mêmes qui le reconnaissent, n'acceptent plus notre pouvoir parce qu'il n'est plus conforme aux conditions de ce même plébiscite.

Le gouvernement du Piémont ne peut pas vaincre les difficultés intérieures; mais en admettant même qu'il ait le pouvoir d'assujettir les provinces napolitaines, un jour viendra que tous les Italiens se lèveront contre cette hégémonie piémontaise, et, à vrai dire, ce que je conseillais il y a six mois, comme une mesure opportune à l'unification de l'Italie, c'est-à-dire la translation du siége de la monarchie à Naples (1), je ne saurais plus le conseiller aujourd'hui parce que la loyauté me le défend.

(1) *Des Affaires de Naples*, — Discours du duc de Maddaloni, député au premier parlement italien. Turin, 1861.

Le gouvernement piémontais risquerait ses anciennes possessions, sans pouvoir garder les nouvelles.

Soyons donc prudents, le mal est plus grave qu'on ne le pense.

Il n'est pas seul à aimer l'Italie celui qui la veut à tout prix une et indivisible, mais celui qui préfère la voir civilisée et en paix plutôt qu'unifiée et plongée par la barbarie et la discorde dans un cercueil de reine, celui-là est son ami fidèle et dévoué.

FIN